
Igor Dodon, le Président de tous les Moldaves ?

Description

Par Vincent Henry (sources : *Unimedia.md*, *europalibera.org*, *ziarul de garda*, *adevarul.md*, *digi24.ro*)

Igor Dodon – 52%, Maia Sandu – 48%. Le résultat semble clair mais, une semaine après le second tour de l'élection présidentielle en Moldavie, la victoire d'Igor Dodon, candidat socialiste considéré comme favorable à la Russie, n'est pas acceptée par tous.

L'élection de celui qui s'est présenté comme «*le président de tous les Moldaves*» a été contestée dès l'annonce des premiers résultats. Après une campagne dure et entachée d'attaques personnelles, des soupçons de fraude ont provoqué des manifestations dans les rues de Chisinau. Une colère à la mesure de l'espoir suscité par la mobilisation inattendue autour de Maia Sandu et d'un courant pro-européen «*alternatif*», c'est-à-dire hostile au gouvernement en place, celui-ci étant officiellement pro-européen mais accusé de corruption et de double-jeu.

Les causes de ce mécontentement sont multiples. Les protestataires jugent suspects les résultats impressionnants du candidat socialiste (98% des votes exprimés) dans la région autonome de Gagaouzie, traditionnellement pro-russe.

Par ailleurs, la forte participation des électeurs de la région séparatiste de Transnistrie pose, elle aussi, question. Une grande partie des habitants de cette région au statut contesté sont citoyens moldaves et ont donc le droit de vote. Cependant, les autorités de cet État non reconnu n'autorisant pas l'ouverture de bureaux de vote sur le territoire qu'elles contrôlent, les seuls bureaux de vote qui leur sont destinés ont été ouverts dans des localités proches de la limite de démarcation. Lors des scrutins précédents, cette entrave a limité la participation des électeurs. Pour la présidentielle, des solutions de transport organisé ont été proposées aux Transnistriens, sans que l'on sache vraiment à qui en est revenue l'initiative.

Autre facteur de mécontentement: les difficultés rencontrées par les Moldaves vivant à l'étranger pour exprimer leur vote. La campagne électorale de Maia Sandu a su mobiliser la diaspora établie en Europe de l'Ouest mais le faible nombre de bureaux de vote et celui limité de bulletins disponibles (3.000 par bureau) ont empêché un certain nombre d'électeurs d'exprimer leur choix.

Au lendemain du scrutin, des manifestants ont contesté les résultats et demandé des comptes à la Commission électorale centrale. Une pétition a été lancée pour demander l'annulation des élections pour fraudes. Maia Sandu en est signataire et demande la démission de la présidente de la Commission électorale ainsi que celle du ministre des Affaires étrangères, responsable de l'organisation du scrutin à l'étranger. L'annulation du scrutin a été rejetée par la Cour constitutionnelle, dont le président estime qu'elle ne dispose pas des instruments légaux pour examiner les demandes des protestataires. Cette annonce a provoqué la recrudescence des manifestations le dimanche 20 novembre, tout particulièrement hors de Moldavie: en Italie, en Espagne, en France et en Grande-Bretagne notamment. Alors que les observateurs internationaux de l'OSCE n'ont pas dénoncé d'irrégularités majeures, il est très peu probable que cette élection sera invalidée. Le maintien de la

mobilisation semble surtout destiné, pour cette nouvelle opposition pro-européenne, à faire pression sur le gouvernement et le Président nouvellement élu et à montrer la force de sa détermination.

date créée

21/11/2016

Champs de Méta